

Bulletin  
de  
l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man

N° 10 — Juin 1981

L. Lécocq de Man	Un événement	p. 2
	Sommaire	3
H. Brugmans	Une voix des Pays-Bas	4
L. Magits	L'influence d'Henri de Man aux Pays-Bas	6
H. de Man	Le socialisme espagnol (1931)	13
M. Brélaz	Karl Kautsky et Henri de Man (fin)	24
M. Brélaz	Thèses	32
	Nouvelles de l'Association	39

**BULLETIN**  
**DE**  
**L'ASSOCIATION POUR L'ETUDE DE L'OEUVRE D'HENRI DE MAN**

**N° 10 - Juin 1981**

**Edition : Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man, p.a. Département d'histoire du droit et des doctrines politiques et juridiques, Place de l'Université 3, 1211 Genève 4 (Suisse)**

**Rédaction: Michel Brélaz, 79 avenue Curé Baud, 1212 Grand-Lancy (Suisse), tél. : 94 75 37.**

**Tirage : Jacqueline Oulevey.**

**Copyright 1981 by Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man.  
Tous droits de reproduction et de traduction réservés**

## UN EVENEMENT

Le 22 mai 1981, notre ami Michel Brélaz, secrétaire général de l'Association, a obtenu le titre de docteur ès sciences économiques et sociales de l'Université de Genève avec la mention très bien et les félicitations du jury.

Le fait revêt pour nous une importance particulière car la thèse de Michel Brélaz est intitulée "Henri de Man - La transition au socialisme. De 'La Leçon de la guerre' au 'Plan du Travail' (1919-1933)". Mieux que le titre, jugé quelque peu énigmatique et restrictif par le jury, le sous-titre délimite la portée et l'objectif de ce travail consacré à la grande période de création doctrinale d'Henri de Man.

La soutenance, à laquelle j'ai eu le plaisir d'assister, fut remarquable par les questions critiques des membres du jury (les professeurs Roger Girod, président, Jean-Jacques Chevallier, Madeleine Grawitz, Ivo Rens et Jean Ziegler) et les réponses claires, approfondies et précises du candidat.

Bien que connaissant l'effort de recherche et de documentation que Michel Brélaz a poursuivi durant des années, l'ampleur des thèmes abordés pendant les trois heures de la soutenance m'a stupéfaite. Ayant à mon tour entrepris la lecture de ce "pavé" (1300 pages), je ne résiste pas au désir d'exprimer mon admiration à Michel Brélaz pour son étude remarquable de la pensée d'Henri de Man. La nécessité de l'abréger pour lui donner un volume acceptable en vue de sa publication éventuelle paraît presque regrettable.

Les études des faits, des courants d'idées, des situations sociales et politiques, appuyées sur une documentation étendue dont l'auteur fait à chaque fois une synthèse réfléchie, encadrent brillamment l'analyse de l'évolution des positions prises par Henri de Man durant le premier tiers de ce siècle.

Je suis certaine de ne pas exprimer qu'un point de vue personnel en adressant à Michel Brélaz les plus vives félicitations et en le remerciant de son importante contribution à la connaissance de l'oeuvre d'Henri de Man.

LI LECOCQ-DE MAN

Voici le dixième numéro de notre Bulletin. Nous en serions plus fiers si le numéro précédent n'avait paru il y a un an et demi déjà. Les plus indulgents soupireront : Comme le temps passe ! Les autres... Mais où sont ceux qui nous reprocheront de n'être pas à la hauteur de notre ambition ? S'ils existent, ils seront accueillis à bras ouverts, pourvu qu'ils nous apportent la recette de plus d'efficacité.

Disons quelques mots de la composition du présent Bulletin. Les articles de Hendrik Brugmans et de Leo Magits sont depuis longtemps en notre possession, mais l'étude dont ils traitent ne souffrira pas de ce retard. C'est pure coïncidence s'ils parlent tous deux de la contribution de Gerard Nederhorst *Het Plan van de Arbeid* au premier annuaire néerlandais du socialisme démocratique. Cet hommage critique à la pensée planiste d'Henri de Man méritait assurément d'être signalé.

L'article d'Henri de Man que nous avons retenu pour ce numéro n'est pas un inédit, mais il est fort peu connu. Il a paru dans *L'Avenir Social*, revue mensuelle du Parti Ouvrier Belge, d'août-septembre 1931, ainsi qu'à titre de préface dans l'édition espagnole du *Socialisme constructif*. C'est à notre avis l'un des meilleurs textes courts de de Man, celui que nous recommanderions volontiers d'inclure dans une anthologie du socialisme démocratique s'il venait un jour à l'idée de quelqu'un d'en composer une.

L'article qui suit est la fin de l'étude des relations entre Karl Kautsky et Henri de Man, articulée autour des quelques lettres qui subsistent de leur correspondance. La première partie se trouve dans le Bulletin No 9.

Enfin, Michel Brélaz nous propose le texte dont est extrait l'exposé introductif qu'il a fait le 22 mai 1981 à Genève lors de la soutenance de sa thèse consacrée à Henri de Man. Comme il lui est impossible d'envisager la publication de son travail sous sa forme actuelle, il souhaite par ce biais exprimer sa reconnaissance à tous ceux qui l'ont encouragé et aidé dans cette entreprise.

Hendrik BRUGMANS

## Une voix des Pays-Bas

Dans le Bulletin No 8 de décembre 1978, notre Président van Peski a analysé les raisons pour lesquelles le public néerlandais continue à éprouver, à l'égard de de Man, une réticence invincible. Il signale essentiellement deux facteurs : d'une part l'attitude prise par de Man à la veille de la guerre et pendant les premiers mois de l'occupation - de l'autre, l'atmosphère quelque peu "sauvage" qui domine à l'heure actuelle chez les jeunes cadres du Parti (socialiste) du Travail.

Nous sommes d'autant plus heureux de signaler une voix qui s'efforce de mettre les choses au point et de susciter un jugement plus équitable. Cette voix - posthume, hélas ! - nous vient de Gerard M. Nederhorst, député au Parlement néerlandais et à l'Assemblée européenne. Il vient de publier un historique du Plan du Travail, tel qu'il a été conçu et lancé aux Pays-Bas au cours des années 1935. L'étude a paru dans un annuaire social-démocrate, dont le premier numéro est maintenant devant nous. Il s'agit d'un gros volume de 364 pages, intitulé *Het eerste Jaarboek voor het Democratisch Socialisme*, publié sous la rédaction de Jan Blank, Martin Ros et Bart Tromp chez Arbeiderspers à Amsterdam, en 1979. L'article de Nederhorst occupe les pages 109 à 135 (*Het Plan van de Arbeid*).

En analysant les sources intellectuelles du Plan, l'auteur ne pouvait, évidemment, négliger l'apport à la fois théorique et politique de de Man. De même, il ne pouvait pas passer sous silence les événements de 1940, car les souvenirs de l'occupation nazie restent extrêmement vifs dans la conscience néerlandaise. Voici ce qu'il écrit notamment (p. 119) :

"Par ailleurs, de Man n'a pas voulu ou n'a pas pu réaliser, dans la pratique politique, beaucoup des théories qu'il avait exposées dans ses livres. Comme homme politique actif, il a gravement failli dans sa tâche, ce qui l'a conduit à



"son niveau le plus bas, dans sa collaboration pendant  
 "l'occupation. Après la guerre, il s'est réfugié en  
 "Suisse, afin d'échapper à un verdict judiciaire qui le  
 "menaçait d'une condamnation à mort. Voilà une fin bien  
 "triste pour un homme qui, par ses dons considérables,  
 "a fourni une contribution importante à l'évolution de  
 "la pensée socialiste, mais qui, à des moments décisifs  
 "de son existence, a manqué de clairvoyance et de carac-  
 "tère. Mais ceci ne condamne pas les théories qu'il a  
 "développées au cours des années d'avant-guerre et, en  
 "relisant ses oeuvres, on est toujours frappé par son  
 "originalité et sa vision de l'évolution de la société;  
 "ces idées gardent leur valeur, même aujourd'hui."

Ceux qui étaient personnellement proches d'Henri de Man  
 peuvent penser que Nederhorst a été trop impitoyable dans son  
 jugement sur les événements de 1940. Ce n'est peut-être pas  
 le cas de l'auteur de ces lignes. Mais, quoi qu'on en puisse  
 dire, il faut signaler la conclusion de Nederhorst, affirmant  
 que la contribution demanienne garde toute son actualité,  
 maintenant que, à nouveau, le socialisme international s'ef-  
 force de chercher sa voie entre un verbalisme creux et une  
 action "quotidienne trop quotidienne".

Bruges, 22 janvier 1980.

Leo MAGITS

## L'influence de Henri de Man aux Pays-Bas

L'influence qu'a exercée Henri de Man sur certains milieux socialistes aux Pays-Bas est connue. Nous en trouvons une nouvelle preuve dans *Het eerste jaarboek voor het democratisch socialisme* (Premier annuaire pour le socialisme démocratique), Jan Bank, Martin Ros et Bart Tromp éd., Amsterdam, De Arbeiderspers, 1979, 364 p. Le chapitre "Verzorgingsstaat, crisis en kritiek" (L'Etat-providence, crise et critique) contient une très intéressante contribution de Gerard M. Nederhorst (1907-1979) consacrée au Plan du Travail néerlandais.

L'auteur de cette étude était attaché au Bureau scientifique du Parti social-démocrate des travailleurs (S.D.A.P.) constitué en 1934 en vue de l'élaboration du Plan du Travail. De 1946 à 1971, Nederhorst fut membre de la Seconde Chambre du Parlement, et de 1971 à 1976 membre de la Première Chambre. Il est décédé inopinément peu avant la publication de l'Annuaire (1979). C'est, à ma connaissance, la première fois qu'est publié un aperçu complet, quoique succinct, de la genèse, de la rédaction, des collaborateurs et des caractéristiques du Plan néerlandais.

L'intérêt de l'article est double : il rend compte de l'influence exercée par Henri de Man sur la genèse et le contenu de ce Plan, ainsi que de la signification de celui-ci dans le contexte de la vie intellectuelle et politique du mouvement socialiste aux Pays-Bas à cette époque.

Les origines du Plan remontent aux premières années de l'après-guerre 1914-1918, lorsqu'un vent de révolution souffla sur une bonne partie de l'Europe. Observant ce qui se passait sur la scène politique internationale et nationale (proclamation de la République allemande, mouvements révolutionnaires divers, effervescence passagère aux Pays-Bas due à l'attitude de P.J. Troelstra, leader du S.D.A.P., devant l'agitation révolutionnaire), le gouvernement

néerlandais accepta une proposition demandant la constitution d'une commission officielle pour l'étude des problèmes de socialisation. Lorsqu'il apparut que cette commission n'aboutissait à aucune solution concrète, le S.D.A.P. décida de créer sa propre commission, dans l'optique d'une transformation de la société capitaliste. G. Nederhorst note que c'est la première fois que le Parti se proposait d'introduire dans sa politique d'opposition des contre-mesures constructives en vue de la transformation de la société. La commission du S.D.A.P. publia en 1921 son *Rapport sur la socialisation*. Elle y préconisait notamment la socialisation des industries de base et de la Banque centrale des Pays-Bas. En 1923 elle publia un autre rapport concernant l'organisation des entreprises et la participation ouvrière.

G. Nederhorst doute que ces propositions de socialisation aient eu une forte résonance dans les milieux ouvriers. Elles témoignaient plutôt de l'activité des intellectuels au sein du Parti. L'action ultérieure en faveur du Plan du Travail suscita davantage d'intérêt dans la masse des militants socialistes.

L'influence d'Henri de Man sur les milieux intellectuels du Parti s'amorça avec la publication en 1927 de son livre *De psychologie van het socialisme* (Au delà du marxisme), suivi en 1933 par *De socialistische idee* (L'Idée socialiste). Ces ouvrages appelaient les socialistes à se distancer du marxisme dogmatique, dont la tendance était de résoudre les problèmes du temps avec des citations de Marx, au lieu d'apprendre de Marx que la principale source d'inspiration du mouvement résidait dans son expérience propre. La crise des années 1930 fut un défi lancé au mouvement socialiste.

Mais, si forte qu'ait été l'influence des idées d'Henri de Man et de l'élaboration du Plan du Travail belge, d'autres facteurs encore doivent être pris en considération pour comprendre la portée exacte du Plan néerlandais. Nederhorst cite notamment :



- les progrès des théories économiques conjoncturelles
- la politique de lutte contre la crise dans divers pays
- l'expérience russe des plans quinquennaux.

L'influence de la pensée économique conjoncturelle remonte, aux Pays-Bas, à une étude du professeur J. Van Gelderen, datant de 1913 et montrant l'existence d'ondes longues dans l'évolution économique. Or Van Gelderen allait être l'un des rédacteurs du Plan néerlandais. Jan Tinbergen, futur Prix Nobel d'économie, s'intéressait lui aussi aux théories conjoncturelles et fut également co-rédacteur du Plan. Les auteurs du Plan étaient donc bien placés pour savoir que la connaissance des lois conjoncturelles faisait intrinsèquement partie des moyens de lutte contre la crise et le chômage.

Parmi les politiques qui influencèrent la rédaction du Plan, Nederhorst cite le "New Deal" du président Roosevelt et la politique suivie par le gouvernement socialiste suédois qui préconisait l'exécution de grands travaux publics. Par ailleurs, l'expérience russe des plans quinquennaux suscita pendant un certain temps l'intérêt du monde universitaire, surtout à Amsterdam. De même la publication du livre *Gemeinwirtschaft* du professeur allemand Ludwig von Mises favorisa dans les milieux intellectuels la discussion des problèmes économiques touchant de près ou de loin au problème du chômage.

Gerard Nederhorst ne sous-estime pas pour autant l'apport théorique d'Henri de Man et du Plan du Travail belge. Bien que de Man ne soit pas parvenu à transposer dans la pratique une part importante des théories exposées dans ses ouvrages, Nederhorst se déclare frappé, en les relisant, par l'originalité et la pertinence de sa conception de l'évolution sociale. "Ses idées, déclare-t-il, sont encore valables à notre époque". Il ajoute cependant : "En tant qu'homme politique actif, (de Man) a gravement failli dans sa tâche, particulièrement au moment de l'occupation. Après la guerre il s'est réfugié en Suisse, afin d'échapper à un procès qui le menaçait d'une condamnation à mort. Triste fin pour un homme qui, grâce à ses grandes qualités intellectuelles, a

fourni une contribution importante à l'évolution de la pensée socialiste, mais qui, à des moments décisifs de sa vie, a manqué de clairvoyance et de caractère."

Si sévère soit-elle, cette appréciation explique peut-être pourquoi la pensée d'Henri de Man n'a pas trouvé après la guerre aux Pays-Bas l'accueil que son actualité lui aurait valu en d'autres circonstances. Sans doute faut-il voir là la raison principale du peu d'intérêt suscité dans ce pays par l'édition néerlandaise de ses oeuvres parue il y a quelques années.

Gerard Nederhorst consacre une section de son étude à la comparaison du Plan néerlandais avec les Plans présentés dans d'autres pays. Du fait que la crise économique que nous connaissons actuellement offre une certaine similitude avec celle des années 1930, on peut regretter que les états-majors politiques et syndicaux ne disposent pas d'une analyse fouillée du planisme. Il est permis de penser qu'ils y auraient trouvé matière à réflexion. Mais bornons-nous ici aux grandes lignes de la comparaison à laquelle procède Nederhorst, en commençant par le Plan belge.

Constatons d'abord nous-même une différence d'esprit fondamentale. Partant d'une considération qui relève de la psychologie des peuples, on peut reconnaître aux Néerlandais une attitude intellectuelle plutôt stricte, pour ne pas dire rigide, mais aussi assez modérée quant aux solutions proposées pour résoudre les problèmes pratiques. A l'époque de l'adoption du Plan du Travail, le mouvement socialiste belge ne disposait pas d'une revue doctrinale comparable à celle du mouvement néerlandais et se montrait aussi bien moins actif, si l'on excepte Emile Vandervelde, au chapitre des publications. Etait-ce là l'effet du "middelmatisme", de ce pragmatisme belge sur lequel l'esprit et le caractère d'un Henri de Man tranchaient fortement ? On pourrait épiloguer longuement sur cet aspect des choses.

Le Plan belge était plus radical que le Plan néerlandais. L'idée de nationalisation, de transformation du système économique et social y était plus poussée. Il prévoyait en effet, à côté du secteur privé, la nationalisation du crédit et le contrôle public de maints secteurs de la vie économique, tout en offrant des garanties aux classes moyennes. Pour lutter contre le chômage, le Plan belge préconisait notamment une politique de grands travaux publics, mais se contentait de fixer une somme globale de cinq milliards de francs belges. G. Nederhorst montre que le Plan néerlandais tentait d'évaluer d'une façon détaillée le volume des travaux et les sommes à prévoir pour leur exécution. Le Plan belge mettait surtout l'accent sur la politique du crédit, alors que le Plan néerlandais reposait davantage sur la théorie conjoncturelle dont nous avons parlé plus haut. Nederhorst explique à juste titre cette différence par le fait que, en Belgique, le monde bancaire avait la main haute sur la vie économique du pays.

Gerard Nederhorst observe que c'est le Plan belge qui servit de modèle aux Plans français et suisse. En Grande-Bretagne, la situation était différente. Quoique le Labour Party préconisât la nationalisation des secteurs industriels importants, il ne prévoyait pas de politique globale, ni de politique particulière contre le chômage. Dans ce pays le planisme correspondait davantage aux préoccupations de la "Fabian Society" et de la "Socialist League" et trouvait écho dans les publications de G.D.H. Cole, Barbara Wootton, John Stanfield, Sir Stafford Cripps, etc.

Nederhorst rappelle aussi que de Man fut à l'origine des conférences planistes internationales, dont la première eut lieu à l'Abbaye de Pontigny en 1934. Il fait cependant erreur lorsqu'il affirme que les Britanniques étaient présents à Pontigny cette année-là. Si le planisme anglais y fut évoqué, ce ne fut pas par l'un de ses représentants, mais par un mystérieux "Dr X", qui s'exprimait en allemand et qui était en réalité Walther Pahl, lequel était probablement à l'époque émigré à Londres. Ce n'est qu'à la deuxième Conférence internationale des Plans, qui eut lieu à Genève en 1936, que les Britanniques furent représentés par une

forte délégation comprenant notamment G.D.H. Cole, Colin Clark et Hugh Gaitskell. Le mouvement planiste international naquit de ces conférences, qui se poursuivirent jusqu'à la guerre et même encore, brièvement, après la guerre.

Selon Nederhorst, le Plan français de la C.G.T., publié à l'époque de la première Conférence internationale, démarquait sensiblement le Plan belge, à cette différence près qu'il attachait encore plus d'importance à l'exécution de grands travaux publics. Seul, en définitive, le Plan néerlandais reposait sur une conception moderne de la lutte contre la détérioration de la conjoncture. Pour trouver quelque chose de comparable, il faut plutôt chercher du côté des pays scandinaves où les sociaux-démocrates détenaient une large part de responsabilité gouvernementale.

Gerard Nederhorst considère que le Plan du Travail néerlandais a joué un rôle important dans la mesure où il enlevait à la crise son caractère inévitable. Mais son principal mérite historique fut de réactiver le mouvement ouvrier en lui redonnant espoir. De plus il offrait une issue à l'opposition existant entre ceux qui attendaient tout d'une révolution socialiste et leurs adversaires réformistes, qui espéraient atteindre le but final par des réformes du système.

Nederhorst illustre l'impasse où était parvenu le mouvement ouvrier par l'anecdote suivante. Dans un congrès socialiste français, où la dispute battait son plein, on criait d'un côté de la salle : "Vous êtes des réformistes sans réforme !", et de l'autre côté : "Et vous des révolutionnaires sans révolution !". A vrai dire, si la gauche et la droite pouvaient se rencontrer dans la politique du Plan, c'était plutôt d'une manière restrictive, par l'accent mis sur les grands travaux, à tel point même que, dans la propagande employée, le Plan du Travail pouvait passer pour un plan de travaux publics.

Le fait que, à partir de 1937, la vie politique aux Pays-Bas fut de plus en plus dominée par la politique extérieure,

explique que l'intérêt pour le Plan ait alors décliné, même quand, à l'approche de la guerre, le S.D.A.P. entra au gouvernement. Toutefois, le principal promoteur du Plan, Hein Vos, vota contre la participation.

Pendant la guerre et l'occupation, les publications clandestines *Parool* et *Vrij Nederland* continuèrent de considérer le Plan comme l'instrument de la rénovation nationale après la guerre. Le Plan fut aussi au centre des discussions entre prisonniers politiques détenus comme otages dans un camp spécial. C'est là que furent jetées les bases du Mouvement populaire néerlandais, suivi par la fondation du Parti du Travail qui remplaça le vieux parti social-démocrate.

L'influence du planisme se poursuivit donc après la guerre. Le programme de 1945 du nouveau Parti socialiste assignait à l'Etat la tâche de garantir l'emploi par une politique conjoncturelle active. Une commission d'études fut chargée de rédiger un programme social et économique. Le premier gouvernement d'après-guerre, sous direction socialiste, créa le Bureau central de planification, dont le directeur fut Jan Tinbergen, lequel avait participé à l'élaboration du Plan du Travail.

Gerard Nederhorst en conclut que le Plan du Travail est à l'origine de la politique sociale et économique des Pays-Bas après la guerre. Depuis lors, l'idée d'une direction planifiée de l'économie a fait son chemin et est très largement acceptée.

On reproche toutefois aux socialistes de favoriser par là une planification conduisant à un Etat omnipotent qui consacre le pouvoir de la bureaucratie et amoindrit la liberté spirituelle. C'est pourquoi, afin de montrer que le monde se trouve en réalité devant le choix entre une planification menant à la liberté et une planification menant à l'esclavage, une commission spéciale, placée sous la présidence de Hein Vos et ayant comme secrétaire J.M. den Uyl, le futur premier ministre, a publié en 1951 un rapport intitulé *De weg naar vrijheid* (Le Chemin de la liberté), qui a enrichi le Plan du Travail d'un précieux complément et qui rend plus claire la perspective socialiste tracée par ces deux documents.

Henri de Man

## Le socialisme espagnol

### LETTRE A UN JEUNE SOCIALISTE

Cher camarade,

Je vous remercie de votre lettre, qui m'est parvenue hier. Votre jeunesse ne m'empêche nullement de prendre très au sérieux les questions qu'elle contient; au contraire, je me souviens trop bien de l'époque (il y a trente ans déjà !) où, ayant votre âge, je suis entré dans le mouvement socialiste, pour ne pas ressentir très vivement les soucis et les doutes qu'elle exprime.

Vous n'attendez pas de moi, j'espère, une recette toute faite pour la solution des problèmes de stratégie et de tactique politique que soulève la situation actuelle du *socialisme espagnol*. Même si j'étais suffisamment au courant de toutes les circonstances, il me manquerait encore, pour cela, la justification primordiale que peut seulement donner le partage des responsabilités. Je dois donc me borner à vous soumettre quelques considérations de principe qui s'appuient sur l'expérience historique générale.

De toute évidence, la révolution espagnole se rattache simultanément, d'une part, à l'ascension des classes ouvrières qui débute au XIX<sup>e</sup> siècle, et, d'autre part, à la lignée des grandes révolutions du libéralisme bourgeois, qui commence au XVI<sup>e</sup> siècle avec le soulèvement de mon pays natal contre le régime espagnol, qui se poursuit en Angleterre au siècle suivant, en Amérique et en France au XVIII<sup>e</sup>, et qui, en Russie, en Allemagne et en Autriche, ne renverse les derniers restes de l'ancien régime absolutiste que vers la fin de la guerre mondiale.

Par là, elle rentre dans le cadre des mouvements révolutionnaires à caractère mixte, en même temps de républicanisme bourgeois et de socialisme prolétarien, qui caractérisent presque tous les bouleversements sociaux de l'Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle, surtout depuis 1848. Mais elle se distingue des formes les plus anciennes de ce type de révolutions, de celles de 1848, par exemple (ou, pour prendre un exemple récent mais exotique, de la révolution chinoise), en ce qu'elle s'est produite dans un pays et à une



époque où le socialisme organisé et le mouvement syndical ouvrier étaient déjà suffisamment développés pour constituer le principal élément moteur. Par là, la révolution espagnole ressemble à celle de l'Allemagne en novembre 1918 ou de la Russie en février 1917. C'est, en somme, le type de révolution que Marx et Engels anticipaient déjà en 1847 dans le *Manifeste communiste*, quand ils assignaient au prolétariat la tâche de prendre la tête des mouvements démocratiques et républicains pour la liquidation du régime féodal et absolutiste, de les pousser en avant au delà des objectifs purement parlementaires des éléments petits-bourgeois, et de les élargir en actions pour la transformation de l'ordre économique et social.

La plus grande difficulté, dès lors, qui apparaît clairement partout où il y a déjà un mouvement socialiste fortement constitué, c'est que le socialisme est chargé de deux fonctions différentes et qui peuvent se contredire : assurer le régime libéral et démocratique qui s'est substitué à l'ancien, et faire servir cet ordre à des transformations sociales qui dépassent l'objectif primitif de l'action conjointe des éléments prolétaires et bourgeois.

En principe, la dissociation des éléments qui, par la révolution, vont vers un nouveau conservatisme social, de ceux qui, également par elle, accentuent encore leurs revendications sociales, apparaît dans toutes les révolutions sans exception. A l'origine, donc avant le prolétariat industriel moderne et le mouvement socialiste organisé, les grandes révolutions bourgeoises amorcent seulement la différenciation graduelle des nouvelles couches sociales qui se cristallisent, elles préparent la voie aux mouvements autonomes de ce qui sera plus tard le prolétariat socialiste. L'exemple classique de cette dissociation graduelle est celui de la Révolution française de 1789 à 1794. Il en est autrement quand, comme en Espagne, il y a déjà un parti socialiste constitué, et suffisamment fort pour jouer, dès le début, un rôle d'initiative prédominant. Alors, les facteurs de dissociation agissent à l'intérieur du socialisme lui-même, de par le caractère différent des tâches que des nécessités historiques lui imposent. Dès qu'est accomplie la tâche commune de la liquidation d'un ordre périmé et dangereux autant au point de vue du démocratisme bourgeois que du socialisme prolétarien, le socialisme se trouve tiraillé par deux tendances : d'un côté, consolider l'ordre nouveau sur la base d'un compromis qui enregistre les rapports entre les éléments bourgeois et les éléments prolétaires qui ont collaboré dans

la révolution, de l'autre côté, continuer à modifier ces rapports de puissance, en transformant la révolution politique en révolution sociale.

En Russie en 1917, et en Allemagne en 1918, ces deux tendances ont tellement divergé, que le résultat en a été une profonde scission entre deux parties de la classe ouvrière qui, jusqu'à la guerre mondiale, étaient unies.

Or, il vaut la peine de se demander si, et à quelles conditions, pareille désintégration du socialisme peut être évitée. Car il saute aux yeux que cette désintégration est une des causes principales du ralentissement du progrès social, voire même des ayances de la réaction européenne, depuis 1918. La Russie communiste, malgré des efforts héroïques et à beaucoup de points de vue admirables, se heurte à d'énormes obstacles : la révolution bolchéviste, en supprimant la liberté d'opposition et en écrasant chez elle le socialisme démocratique, a créé un abîme entre elle et les grandes masses ouvrières de l'Europe. Cela morcelle et paralyse le mouvement ouvrier universel, isole dangereusement la Russie de l'économie mondiale, et multiplie les dangers de guerre. L'Allemagne, où la majorité des représentants parlementaires est élue sur un programme anticapitaliste, est dominée par la crainte d'un césarisme réactionnaire, et la classe ouvrière s'y voit arracher, depuis 1918, lambeau par lambeau des droits et des avantages qu'elle avait conquis alors.

Bien entendu, aussi longtemps que la Russie, ou plus exactement l'Internationale communiste, entretiendra cette scission, nous continuerons à avoir, dans tous les pays européens, des minorités communistes, plus ou moins importantes, en lutte contre les grands partis ouvriers socialistes. Mais cette situation, toute déplorable qu'elle est, est comparativement supportable aussi longtemps que ces partis ne constituent que de petites sectes extrémistes où ne se rassemblent que ceux chez qui le vin socialiste, faute d'une bonne fermentation, a tourné en vinaigre. La situation serait bien plus grave si, comme cela s'est déjà presque réalisé en Allemagne, les masses ouvrières elles-mêmes, à la suite de la déception de leurs espoirs révolutionnaires, se scindaient en deux grands partis dont chacun ne s'assignerait plus que l'une des deux tâches qui résultent de la révolution — l'un ne cherchant qu'à conserver ce qui est acquis et donc réduit à de dangereuses compromissions, l'autre s'épuisant en d'impuissantes révoltes qui

ne font que renforcer la réaction des bourgeois apeurés.

Maintenir l'unité socialiste, c'est-à-dire tout ce qui existe d'unité syndicale et politique dans les masses ouvrières européennes qui poursuivent le socialisme par les voies de la démocratie, voilà donc une condition primordiale pour développer et même pour sauvegarder les droits conquis par le socialisme ouvrier et dont il a besoin pour toute avance ultérieure.

Le grand problème, c'est donc d'empêcher que les divergences d'opinion et les déceptions qui suivent inévitablement les révolutions quand elles ont passé du stade destructif au stade constructif, en divisant le socialisme, compromettent et son avenir, et le maintien des conquêtes révolutionnaires elles-mêmes.

Voilà pourquoi il faut surtout empêcher, dans une situation comme celle de l'Espagne actuelle, que le socialisme se sépare de la révolution. Car la révolution, c'est une impulsion psychologique, une vague d'enthousiasme et d'espoir qui, en portant un peuple en avant, le porte vers un avenir qui le rapproche du socialisme. Vous avez dû vous en rendre compte en Espagne : comme en France en 1789, en 1830, en 1848, la révolution démontre aux masses la réalité de leur force, leur fait voir qu'aucun ordre historique n'est immuable, éveille la conscience politique des multitudes d'indifférents, exacerbe les désirs de justice des opprimés, développe leurs besoins sociaux, galvanise leurs forces d'action, leur donne confiance en eux-mêmes. A cause de cela, la révolution est le grand levier qu'il faut ne pas lâcher, qu'il faut continuer à manoeuvrer jusqu'à ce qu'il ait fait jaillir du pressoir tout ce qu'il peut donner.

Il en est ainsi, tout particulièrement, quand une révolution est sortie de l'affaissement d'un régime tellement pourri qu'il a suffi de le pousser un peu pour le faire s'écrouler. Cela fut le cas, notamment, en Russie en février 1917 et en Allemagne en 1918, par contraste avec la révolution anglaise du XVII<sup>e</sup> siècle et la révolution française du XVIII<sup>e</sup>, qui connurent un long "crescendo" causé par la résistance opiniâtre de leurs adversaires. En Espagne aussi, il y a eu surtout un écroulement. Dans de pareilles circonstances, la révolution est moins dans cet écroulement que dans ce qui se fait après pour établir un ordre nouveau. L'essentiel, alors, est moins de commencer que de continuer. Or, pour cela, il ne faut pas laisser s'évaporer l'enthousiasme rénovateur dans une vague ivresse de liberté qui se fatigue elle-même comme toutes les intoxications; au contraire, il faut moins fêter

que travailler, moins se réjouir du terrain nouvellement conquis que s'en servir pour établir de nouvelles positions de départ.

Il faut se rendre compte, surtout, de ce qu'un bouleversement des formes juridiques de la vie politique n'est efficace à la longue que s'il s'appuie sur une modification correspondante des forces économiques et sociales qui remplissent ce cadre juridique. Réaliser la révolution, c'est donc la continuer, et la continuer, c'est utiliser les droits nouveaux pour refondre la hiérarchie sociale. Et cette oeuvre-là ne peut pas s'accomplir uniquement par l'action législative; l'Allemagne en a fait la triste expérience depuis 1918. La constitution qu'elle s'est donnée à Weimar est l'une des plus avancées du monde; elle affirme des principes juridiques qui dépassent considérablement la portée sociale des "Droits de l'Homme" traditionnels et ouvre des voies légales à la socialisation des grandes industries et des grosses propriétés terriennes. Mais on a laissé intact le fonctionnariat de l'Etat, on a respecté la puissance de la caste des juges et des officiers, on n'a pas touché aux privilèges politiques des Eglises, on a reculé devant l'expropriation des latifundia des hobereaux prussiens, on s'est montré bien plus généreux pour les anciens généraux et monarques à pensionner que pour les mutilés de guerre, on a laissé au capitalisme privé tout loisir de se retrancher dans de formidables monopoles prédataires. Le résultat en est, treize ans après, que l'on n'échappe à la dictature fasciste qu'au prix d'une semi-dictature bureaucratique et bourgeoise, et que l'on cède du terrain jour par jour dans les luttes économiques. Chose caractéristique, les plus solides positions de défense sont celles que la classe ouvrière occupe en dehors des cadres parlementaires : les syndicats et les conseils d'entreprises, ces derniers constituant la seule des institutions légales sorties de la révolution de 1918 qui soit restée inébranlable.

En somme, la grande leçon qui se dégage de l'expérience allemande, c'est qu'on ne peut empêcher la réaction après la révolution, qu'en battant le fer pendant qu'il est chaud, c'est-à-dire en dirigeant le plus tôt possible l'ardeur révolutionnaire vers la refonte des institutions économiques et sociales, de façon à saper la véritable base de la subordination politique. Les réformes durables et réelles sont celles qui se font ainsi par en bas.

Le grand problème technique et psychologique des révolutions victorieuses est donc, dès que la tête de l'ancien régime est tombée, de le frapper au coeur

et à l'estomac, en dirigeant l'action vers les institutions économiques, les administrations locales, le développement de la puissance sociale autonome des classes travailleuses.

C'est ici que l'application du principe de Danton : "De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !", devient particulièrement difficile, parce qu'il ne s'agit plus, dès lors, de se laisser porter au pouvoir par le mouvement instinctif des passions populaires; il faut diriger ces passions par l'initiative consciente et réfléchie d'une avant-garde, qui organise systématiquement des positions dont la nécessité ne deviendra évidente que plus tard. Nécessité qui, faute de cette direction, ne serait reconnue que *trop* tard. Il ne sert à rien de détrôner un monarque, si l'on ne détrône pas tous les petits monarques qui sont le véritable soutien du despotisme social; il faut donc attaquer la puissance politique de la bureaucratie, de la caste des officiers, des prêtres, mais aussi les privilèges sociaux des puissances capitalistes.

Dans les pays à industrie encore peu développée, l'une des tâches les plus urgentes du parti socialiste est alors de prendre la direction de l'attaque des travailleurs du sol contre la puissance des gros propriétaires terriens, qu'en Espagne vous appelez, je crois, les caciques. L'action la plus durable et la plus profonde de la grande Révolution française, qui a survécu à toutes les tentatives de restauration politique, a été la transformation du régime de la propriété agraire par l'expropriation des biens de l'Eglise et la suppression des privilèges féodaux. Inversement, la raison essentielle de la défaite du gouvernement Kerensky, en 1917, par la révolution bolchéviste fut que ce gouvernement, bien qu'issu d'une révolution, a reculé devant l'expropriation des grands propriétaires terriens.

Au surplus, il ne s'agit pas seulement ici de mesures en quelque sorte négatives; il faut aussi, pour garantir leur effet, les compléter par des mesures positives qui transfèrent à des institutions nouvelles, syndicales, coopératives, organismes autonomes d'administration locale, etc., les droits et les fonctions enlevés aux pouvoirs anciens. Cela implique une vigoureuse décentralisation des pouvoirs publics, une hardie application des principes de l'organisation corporative à la refonte de l'Etat, une forte assise juridique pour la puissance syndicale s'exerçant à travers les conseils d'entreprise, les contrats collectifs reconnus, les commissions paritaires entérinées. Toutes ces actions-là ont besoin d'une direction consciente, comme peut

l'assumer le parti socialiste, parce qu'elles ne résultent pas d'elles-mêmes de la volonté instinctive des masses, qui porte plus volontiers sur les faits en quelque sorte symboliques, mais plus extérieurs, de la structure constitutionnelle et parlementaire.

Dans tous les pays qui ont, comme l'Espagne, une longue tradition de pouvoir politique très centralisé, la tendance naturelle des révolutions est de verser également dans l'erreur étatiste. C'est là, en effet, la ligne de moindre résistance; mais c'est aussi, à la longue, celle qui conduit aux moindres résultats. Le jacobinisme, qui tend uniquement à remplacer un Etat centralisé et bureaucratisé par un autre Etat centralisé et bureaucratisé, un parlement de rhéteurs par un autre parlement de rhéteurs, a été le grand obstacle au prolongement social de la Révolution française. La correction de cette erreur n'est possible que par une orientation systématique vers le régime corporatif; on aurait tort de ne pas emprunter aux idées syndicalistes tout ce qu'elles contiennent de véritable contrepoids au gouvernement des fonctionnaires, qui cache une tyrannie bureaucratique derrière un paravent parlementaire.

Voilà pourquoi je sympathise avec les ardeurs et les impatiences de la jeune génération à laquelle vous appartenez, parce qu'elles sont une impulsion nécessaire au véritable achèvement de la révolution.

Mais pour que cette impulsion soit fertile, il faut qu'elle soit dirigée dans un sens radical et non extrémiste. J'entends par là : non point vers une opposition de sentiment qui reproche aux dirigeants responsables de ne pas aller assez loin dans la voie des actes symboliques, mais vers une action pratique, concrète, responsable, qui dirige l'attention des masses sur les problèmes radicaux, sur les points où se trouvent les *radices*, les racines du mal à extirper. C'est pour cela précisément que la violence physique des mouvements extrémistes n'est pas la mesure de l'efficacité des révolutions; bien au contraire, les résultats durables des révolutions sont généralement en proportion inverse de la violence employée. Le véritable radicalisme se porte sur les réformes fondamentales qui exigent plus de travail que de combat. Le véritable révolutionnaire est celui qui, la liberté d'action une fois conquise, utilise cette liberté non point pour lapider des gendarmes, mais pour créer un syndicat, réformer une administration, couronner une grève par l'établissement d'un contrat collectif et d'une représentation d'usine; au pouvoir central, c'est celui qui fait pénétrer le nettoyage des restes de l'ancien régime jusque dans



les coins les plus reculés des bureaux et des provinces. Action moins théâtralement pittoresque, mais plus véritablement héroïque, plus difficile et plus fertile.

Cette action, d'ailleurs, requiert, outre l'enthousiasme, beaucoup de réflexion et une conscience très nette des limites que les circonstances générales, surtout le degré de développement industriel d'un pays, lui imposent. L'exemple de Lénine montre combien une avant-garde énergique et tenace peut porter ces limites en avant; mais il montre aussi qu'il y a un point que l'on ne saurait pas dépasser, et que l'on ne peut créer de toutes pièces une économie nouvelle avant que les matériaux de cette économie ne soient développés, et les hommes pour la faire marcher formés, au sein de l'économie ancienne.

Où sont ces limites en Espagne ? Jusqu'où peut y aller le prolongement d'un bouleversement politique en refonte économique et sociale ?

C'est là une question à laquelle on ne peut donner de réponse précise du dehors. Je doute fort même que n'importe qui, fût-il l'homme le mieux informé de toutes les circonstances, puisse le faire du dedans. L'expérience seule peut la trancher avec exactitude. Mais a-t-on besoin de savoir jusqu'à quel degré on peut être sûr du succès, si seulement l'on sait sur quels points et dans quelle direction il faut le poursuivre ? Ne suffit-il pas, dès lors, de savoir dans quelle voie il faut marcher, sans savoir jusqu'où l'on pourra y avancer ? La limite résultera toute seule des rapports de puissance qui s'établiront entre l'attaque et la résistance. Ce n'est plus, dès lors, qu'une question de *pouvoir*, conditionnée, d'une part, par les circonstances générales du milieu existant, d'autre part, par la force des volontés agissantes. Le seul élément de ce problème que nous puissions influencer, c'est précisément la force d'action et de persuasion que nous parviendrons à mettre au service de notre volonté collective.

Or, il y a ici une condition très impérieuse à l'exercice efficace de cette volonté, et elle résulte du maintien des deux principes auxquels le socialisme espagnol doit ses succès récents :

D'une part, l'unité du socialisme et de la révolution;

D'autre part, l'unité du parti socialiste lui-même.

Ne pas dissocier le socialisme de la révolution, pour ne pas dissocier la révolution du socialisme ! Il est logique, il est psychologiquement indispensable, pour cela, que le socialisme soit au gouvernement, aussi longtemps que l'œuvre constructive de la révolution n'est pas terminée. Cela peut signi-

fier un temps bien plus long que celui qu'il faut pour mettre en opération une nouvelle constitution, si la poussée socialiste est suffisamment prolongée pour assurer les réformes administratives et économiques dont la nouvelle constitution ne fournit que le moyen. L'efficacité de cette poussée ne sera sans doute pas plus éternelle que la passion révolutionnaire elle-même, qui finira forcément par se lasser, comme toutes les passions. Mais il ne faut pas que le socialisme avance lui-même ce moment et accélère ce progrès en renonçant de sa propre initiative à son rôle de direction; lors des retours inévitables des tentatives de réaction, il n'en sera que plus fort pour s'être identifié, aux yeux de tous, avec l'oeuvre de la révolution, sans jeter bas l'outil du pouvoir aussi longtemps qu'il peut servir.

Or, pour que cet outil serve au socialisme et à la classe ouvrière, il faut qu'il soit manié par un parti uni, appuyé sur une organisation syndicale qui représente le gros de la classe ouvrière consciente. Sans cette unité, le socialisme est sans force et au gouvernement, et dans l'opposition. Cette unité, certes, est faite de tensions intérieures, de la synthèse continuelle de tendances souvent divergentes, dont certaines poussent vers les coalitions gouvernementales et d'autres vers l'action oppositionnelle. Mais ces tendances correspondent à deux fonctions qui sont inhérentes à toute action socialiste, car le socialisme est en même temps un mouvement *au sein* de l'ordre existant et un mouvement *contre* l'ordre existant. Cette contradiction se résout d'elle-même dans la mesure où l'action au sein de la société actuelle *transforme* efficacement cette société.

C'est pourquoi, dans le stade actuel du socialisme européen, les phases d'action gouvernementale alternent presque régulièrement avec les phases d'opposition, selon la force plus ou moins grande des résistances qui limitent l'efficacité de l'action réformatrice que permet l'exercice du pouvoir central. Le grand problème tactique est, dès lors, le choix du moment où il faut changer de positions. Mais dans un pays placé devant la tâche constructive d'une refonte révolutionnaire, ce moment ne saurait se placer avant celui de l'achèvement de cette tâche; et ce n'est que quand les adversaires ont, par leur résistance accrue, amené ce moment, que le socialisme peut trouver avantage à passer tout entier à l'opposition, après avoir été tout entier au pouvoir.

Pour effectuer ce passage sans mettre en danger l'unité d'action du mouvement, il n'y a qu'un seul procédé, c'est celui — le meilleur que l'on ait

trouvé jusqu'à présent — de la démocratie intérieure qui fait déterminer l'attitude du parti par la majorité, tout en donnant à toutes les opinions minoritaires la liberté d'amener, si elles le peuvent, les autres à leurs vues.

C'est la méthode qui a rendu le Parti ouvrier belge puissant, en le maintenant uni; et j'ai trop l'habitude d'être de sa minorité pour être suspect en disant que l'expérience belge démontre la vérité expérimentale du seul dogme socialiste que je puisse admettre : le dogme de l'unité ouvrière, de l'unité dans l'action qui fait partager solidairement par tous la responsabilité de ce que décide la majorité.

Et, bien que cela puisse sembler paradoxal, l'expérience belge démontre à mes yeux qu'il n'est pas de fausses décisions tactiques pour un parti qui reste uni; la seule faute irrémédiable, c'est la division. Car la division paralyse toute action, quelle qu'elle soit, une partie de la volonté socialiste annulant l'autre; tandis que, fait curieux mais expérimentalement prouvé, l'efficacité de l'action socialiste dépend en somme très peu de la position tactique, gouvernementale ou oppositionnelle, mais presque entièrement, par contre, de l'énergie "radicale" avec laquelle on poursuit, dans n'importe quelle position, les objectifs concrets que l'on veut atteindre. Et c'est peut-être pour avoir appris cela par l'expérience, que les luttes d'opinion tactique au sein du Parti ouvrier belge ne risquent jamais de compromettre son unité; car on a appris, d'une part, à ne pas mettre en question la bonne foi des camarades d'opinion différente, et, d'autre part, à respecter les décisions de la majorité selon la même solidarité qui prévaut dans les luttes syndicales, quand il s'agit de commencer une grève ou d'y mettre fin.

Bien entendu, le rôle critique des minorités n'en reste pas moins nécessaire, même au point de vue de l'action efficace des majorités. Surtout quand un parti socialiste participe à un gouvernement de coalition, il faut que les tendances naturelles qui font glisser la plupart des hommes au pouvoir vers le modérantisme comme moyen de garder ce pouvoir, soient constamment contrebalancées, dans le propre intérêt de leur action socialiste, par la critique des ardents et des impatients. La critique par l'opposition est le principe vital de toutes les démocraties, qui les empêche de dégénérer. Mais cette critique sera d'autant plus efficace, qu'elle portera moins sur l'aspect sym-

bolique des attitudes parlementaires et plus sur les points concrets de l'action réformatrice. On ne sert guère le socialisme quand on reproche à ceux qu'une décision du parti a placés dans un gouvernement d'être ministres; mais on le sert d'autant plus, quand on exige d'eux qu'ils justifient leur ministérialisme en étant des ministres actifs et énergiques, qui font plus de bonnes réformes que de beaux discours.

Le rôle naturel de la jeunesse dans le mouvement socialiste est d'être une avant-garde, qui exerce sur les anciens la pression constante qui seule peut garder au socialisme sa vigueur d'attaque. Mais, pour jouer ce rôle, il ne faut jamais oublier que la critique même ne peut, sous peine d'aller à l'encontre de son propre objectif, que servir de moteur à une action unique. La liberté de discussion ne doit être qu'un moyen d'assurer l'unité d'action, hors de laquelle il n'est point de salut. Je ne puis donc mieux résumer les conseils pratiques que vous me demandez que par cette formule qui, pour être due à un très vieux théologien, n'en est pas moins éternellement valide : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus autem caritas*. Liberté d'opinion non seulement pour soi-même, mais pour les autres, c'est-à-dire tolérance fraternelle à l'égard de ceux dont on ne partage pas les vues sur la tactique; mais unité dans ce qui est nécessaire, c'est-à-dire dans l'action.

Salut et fraternité !

\*

Michel BRÉLAZ

## KARL KAUTSKY ET HENRI DE MAN

(suite et fin)

1919 : de Man renoue avec Kautsky

En 1919 parut The Remaking of a mind. De Toronto, le 22 octobre, de Man annonçait à Kautsky l'envoi d'un exemplaire de son livre et lui rappelait brièvement les raisons de son attitude pendant la guerre. Souhaitant, malgré son éloignement, se tenir au courant de ce qui se passait en Allemagne, il lui demandait de l'abonner à une demi-douzaine de journaux et périodiques susceptibles de l'informer sur la vie culturelle allemande, et le mouvement ouvrier. En l'absence de la réponse de Kautsky, on ignore la suite que celui-ci donna à la lettre de de Man, mais l'intention de ce dernier n'en est pas moins révélatrice de l'intérêt que, même après avoir quitté l'Europe, il continuait de porter aux problèmes allemands. Cette même lettre nous apprend au demeurant que de Man, contrairement à ce qu'il a parfois affirmé, n'était pas parti pour l'Amérique sans idée de retour : "Mon intention, écrivait-il, est de revenir ultérieurement en Europe. Mon actuel emploi devrait d'ici là m'assurer l'indépendance économique et m'apporter l'expérience pratique de l'industrie et de la gestion, qui me paraît de plus en plus indispensable dans le mouvement ouvrier."<sup>2</sup>

La politique des réparations

Le 25 mars 1921, Kautsky écrivit à de Man, de retour en Belgique, une longue lettre où il lui exposait en détail sa position, espérant expressément que son correspondant la communiquerait aux dirigeants du P.O.B., ce qui fut en effet le cas. Après avoir rappelé l'instabilité de sa situation personnelle, rendue difficile par son opposition à la guerre et par la révolution allemande, Kautsky constatait que, malgré un certain recul du nationalisme, le P.O.B. était encore trop soumis à son emprise pour rendre possible la reconstitution de l'Internationale. Si les sociaux-démocrates allemands de droite portaient la responsabilité principale du discrédit dans lequel était tombée la IIIe Internationale à cause de leurs erreurs passées, c'était maintenant les socialistes belges qui faisaient figure de grands responsables. Kautsky les avait toujours excusés jusqu'ici, en raison de l'outrage subi par la Belgique, mais leur position dans les derniers démêlés des Alliés avec l'Allemagne le scandalisait profondément.<sup>3</sup> L'approbation par les socialistes d'une indemnité de guerre lui apparaissait comme un fait très regrettable. Les socialistes allemands indépendants

s'étaient toujours opposés quant à eux à la prétention de certains milieux allemands d'exiger des réparations en cas de victoire, non seulement parce que la défaite aurait probablement rendu la France et la Russie insolvables, mais surtout parce que le principe en était incompatible avec la solidarité internationale des socialistes. "La guerre, écrivait Kautsky, n'est pourtant pas une ordalie d'après laquelle on admet que le vaincu est nécessairement le coupable." Les socialistes français et anglais semblaient avoir partagé ce point de vue aussi longtemps que l'issue de la guerre était restée indécise. Il était étrange de les voir changer d'avis après que le sort des armes eut tranché. Malgré cela, les socialistes allemands se déclaraient d'accord de payer une indemnité raisonnable, mais les Alliés exigeaient davantage et n'hésitaient pas à rendre le peuple allemand tout entier responsable des fautes d'un régime qu'il avait écarté. En soutenant ces exigences, les partis socialistes occidentaux s'excluaient eux-mêmes de l'Internationale et la détruisaient. Certes l'Allemagne avait des obligations, mais en faisant tout pour l'affaiblir on l'empêchait de s'y conformer. Le plus lamentable, estimait Kautsky, était de voir le P.O.B. (qui se trouvait alors encore au pouvoir) collaborer à cette politique imbécile et ne pas comprendre à quel point elle était économiquement absurde. "Les socialistes belges, poursuivait Kautsky, sont à ma connaissance les seuls au monde à partager ainsi la responsabilité du terrible chômage régnant en Europe et de l'épouvantable mortalité infantile existant en Allemagne." Son intention première avait été de demander à Vandervelde dans une lettre ouverte comment il pouvait concilier la participation à ce genre de "bolchévisme national" avec la solidarité internationale. Mais il préférait en définitive que la critique s'exerçât à l'intérieur du P.O.B. et de la Belgique.<sup>4</sup>

De Man répondit à Kautsky le 4 avril. Comme celui-ci l'avait souhaité, il avait transmis une traduction de sa lettre au Comité directeur du P.O.B. Nous ignorons si elle eut un quelconque effet. Il est possible qu'elle ait donné à réfléchir à Vandervelde et apporté un peu d'eau au moulin de son ami Louis de Brouckère, lequel avait, au Conseil Général du P.O.B., qualifié les décisions interalliées d'atteinte au droit et à la raison. Il s'agissait principalement de la décision prise à Paris en janvier 1921 et confirmée à Londres en mars, d'exiger le paiement de huit milliards de mark-or par année, exigence assortie de différentes mesures de rétorsion en cas de non-exécution, notamment l'occupation de Duisburg, Ruhrort et Düsseldorf. Cette décision était en effet choquante, car elle se substituait arbitrairement au Traité de Versailles et au plan définitif que la Commission des réparations devait mettre au point avant le 1er mai 1921.

Au XXX<sup>e</sup> Congrès du P.O.B., tenu à Bruxelles les 26 et 27 mars 1921, de Brouckère dénonça à nouveau la menace d'intervention militaire en Allemagne et le manque d'esprit internationaliste de la fraction socialiste au Parlement belge. Mais



la motion qu'il déposa à ce sujet, et qui fut acceptée par le Congrès, était rédigée en termes assez vagues, ce qui prouve qu'il n'avait guère d'illusion sur la possibilité de rallier une majorité à une prise de position sans équivoque.

La principale pierre d'achoppement ne résidait pas dans le principe même des réparations, dont tout le monde, y compris les socialistes allemands, admettait le bien-fondé. Ce qui était contestable et contesté, c'était la prétention, sous prétexte de réparation, d'imposer à l'Allemagne une indemnité de guerre comprenant le coût de la guerre et des pensions militaires. C'est contre l'exploitation politique des réparations que les exécutifs de la IIe Internationale et de l'Internationale II  $\frac{1}{2}$  (Internationale de Vienne, U.P.S.) allaient se mettre d'accord à Francfort en février 1922, accord auquel de Man adhérerait pleinement lorsqu'il prononça à Cologne, le mois suivant, le discours fameux qui lui valut les attaques virulentes de la presse nationaliste belge.

Mais, à l'époque de l'échange de lettres entre Kautsky et de Man, un an plus tôt, la situation était encore plus délicate du fait que le P.O.B. faisait partie de la coalition gouvernementale et se trouvait divisé entre une tendance modérée et une tendance anti-allemande animée notamment par Brunet, Destrée, Piérard et Bertrand. La Fédération Syndicale Internationale et la IIe Internationale, ainsi que trois importantes sections de l'U.P.S. — la S.F.I.O., l'I.L.P. et l'U.S.P.D. —, venaient d'adopter à Amsterdam, parallèlement mais séparément (à cause de l'opposition de principe qui divisait encore à cette époque la IIe Internationale et l'U.P.S.), des résolutions condamnant les sanctions contre l'Allemagne. Si la Commission Syndicale de Belgique avait pu ratifier à une confortable majorité la résolution d'Amsterdam, le Conseil Général du P.O.B. était beaucoup plus divisé : un ordre du jour de de Brouckère, hostile aux sanctions et à l'usage de la violence, ne recueillit que 33 voix contre 27 en faveur d'une motion de Brunet. La situation d'Emile Vandervelde au gouvernement devenait de ce fait très inconfortable. Chacun se rendait compte que la coalition tripartite battait de l'aile, mais les socialistes se voyaient contraints de temporiser, étant donné qu'il était pratiquement impossible de changer de ministère avant que ne fût achevée une révision de la Constitution qui devait abolir le vieux système d'élection censitaire du Sénat.<sup>5</sup> Or, Emile Vandervelde s'était fortement engagé dans la reconstitution de l'Internationale socialiste et les décisions interalliées, appuyées par le gouvernement et le parlement belges, le plaçaient dans une position embarrassante. Il ne pouvait décemment plus soutenir un gouvernement qui s'associait à la menace d'occupation de la Ruhr et il envisagea même de démissionner. L'acceptation par l'Allemagne de l'ultimatum de la seconde conférence de Londres (fin avril — début mai 1921), faisant suite à la décision de la Commission des réparations de fixer le montant des réparations à 132 milliards de mark-or, retira à Vandervelde une sérieuse épine du pied. Les socialistes belges purent ainsi sans trop de mal se maintenir au gouvernement jusqu'à l'automne 1921, le temps d'achever la révi-

sion constitutionnelle. Celle-ci acquise, la coalition gouvernementale se brisa d'elle-même sur l'incident-prétexte de la Louvière, dit aussi du "fusil brisé" (symbole antimilitariste), provoqué par la participation du ministre Anseele à une manifestation pacifiste.

Le retour du P.O.B. dans l'opposition n'entraîna pas pour autant une modification marquée de l'état d'esprit anti-allemand. On sait que de Man fut passablement déçu par l'absence de réaction dans son parti après que les journaux bourgeois eurent qualifié de trahison le discours qu'il avait prononcé à Cologne en mars 1922. "Vous avez raison, lui aurait alors déclaré Vandervelde, mais la masse n'est pas encore prête à vous suivre. Il faut lui administrer la vérité à petites doses. En disant toute la vérité, on ne fait que du tort à sa propre cause, car on s'isole de ses partisans et on se fait écraser par ses adversaires."<sup>6</sup>

Ce fut là l'un des motifs qui amenèrent de Man à quitter derechef la Belgique pendant l'été 1922.

### Au delà du marxisme

Installé à Eberstadt près de Darmstadt, Henri de Man entreprit en 1922 la rédaction d'Au delà du marxisme. Le livre fut achevé au printemps de 1925 et édité par Diederichs à Iéna à la fin de l'année. Parmi les tout premiers destinataires du service de presse : Kautsky et... Freud.

Le 3 décembre 1925, de Man écrivit à Kautsky une assez longue lettre pour lui annoncer l'envoi de son livre à titre d'hommage personnel et en vue d'une recension dans la revue Der Kampf. Anticipant la réaction de Kautsky, de Man tentait d'atténuer le choc que le livre ne pouvait manquer de lui donner. "Je sais que cela va vous faire mal, écrivait-il, mais croyez-moi, il m'a aussi été douloureux de me décider à cette rupture formelle."<sup>7</sup> Il espérait cependant que Kautsky voudrait bien admettre que seuls la sincérité et le désir de surmonter ses doutes l'avaient poussé à se détacher de ce qu'était devenu le marxisme et qu'une fidélité de commande mais non ressentie eût été pire que ce geste de séparation. L'esprit ne devait-il pas passer avant la lettre, le mouvement avant la doctrine ? "Plus que la fidélité de conviction, plus que l'honnêteté scientifique, ce qui nous unit, c'est-à-dire ce qui m'attache à vous, le maître et le pionnier, c'est l'affaire des hommes, une affaire pour laquelle nous avons seulement changé de forme d'expression scientifique !" "Voyez l'esprit, non la lettre, concluait de Man, et si votre critique est sévère, cela sera encore un honneur pour moi."

C'est Luise Kautsky qui répondit à la place de son mari, relevant de maladie et absorbé par la préparation de son grand ouvrage sur le matérialisme historique. Cette lettre montre, notons-le au passage, que Kautsky n'avait plus eu de nouvelles de de Man depuis le départ de Belgique de ce dernier, peut-être même depuis la lettre précédente du 4 avril 1921. Luise Kautsky

ajoutait que rien ne serait changé entre eux car, quel que fût le contenu du livre, il ne pouvait être que remarquable. D'ailleurs, avec l'âge, Karl devenait toujours plus tolérant et indulgent. Sans doute ne suivrait-il pas de Man dans sa nouvelle voie, mais il respectait toute conviction honnête et s'expliquerait franchement avec lui. Quelques semaines plus tard, une deuxième lettre, toujours de Luise Kautsky, accusait réception du livre. Mais sa lecture devait être repoussée car Kautsky était souffrant et consacrait toutes ses forces à la préparation de son ouvrage sur le matérialisme historique.<sup>8</sup>

L'entrée en matière était, on le voit, plutôt réticente. En fait, Kautsky n'avait semble-t-il pas l'intention de répondre au vœu de de Man en prenant position sur Au delà du marxisme dans un compte rendu. Il préférait incorporer sa critique dans l'ouvrage qu'il avait en chantier. Mais, comme elle prenait de trop amples proportions, il se résigna finalement à la publier séparément dans Die Gesellschaft. L'explication était peu convaincante : une critique de 16 pages ne pouvait guère être disproportionnée dans un ouvrage qui en comptait 1800 ! Il est bien plus vraisemblable que Kautsky se rendit compte, spontanément ou parce qu'on le lui suggéra, que sa critique aurait plus d'effet si elle paraissait dans l'organe doctrinal du parti. Cela ne l'empêcha pas, en définitive, de consacrer dans son livre plus de pages à de Man qu'à Lénine, par exemple.

Toujours est-il qu'une année entière s'écoula entre la publication d'Au delà du marxisme et celle de la critique de Kautsky. De Man fut bien plus dépité de ce long silence qu'il ne l'eût été d'une "critique sévère" mais prompt. Le ton de l'article montre bien au demeurant que le temps de réflexion pris par Kautsky n'avait pas atténué son irritation. La prétention de de Man de rallier les Jeunes socialistes à ses thèses l'affectait profondément. Il y voyait plus qu'une défection : une trahison. Il fallait le sectarisme d'un communiste comme Deborin pour affirmer que tout cela n'était qu'un trompe-l'oeil, comme dans l'affaire du révisionnisme.

Déjà au moment de la polémique sur le révisionnisme, Kautsky avait eu, dans une lettre à Bernstein, ce cri du coeur : "S'il s'avérait un jour que la conception matérialiste de l'histoire et la conception du prolétariat comme force dirigeante de la révolution à venir (sont) devenues obsolètes, je devrais alors admettre que tout est terminé pour moi, et ma vie n'aurait plus de sens."<sup>10</sup> Or Kautsky n'en avait pas moins continué à se rapprocher de Bernstein. L'accolade symbolique que les deux "frères siamois" (Kautsky dixit) de la social-démocratie se donnèrent à Londres en 1924 à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Première Internationale et du 70<sup>e</sup> anniversaire de Kautsky mit ouvertement un terme à la comédie des erreurs que les socialistes allemands jouaient depuis un quart de siècle sur le thème de l'alternative réforme/révolution ou orthodoxie/révionisme.<sup>11</sup>

Cela tendrait à donner raison à ceux qui qualifiaient de verbal le radicalisme de Kautsky. Mais sa réaction envers Au delà du marxisme montre que ce n'était pas simplement à ses yeux une résurgence du révisionnisme, lequel avait eu le temps - du moins sous la forme que lui avait donnée Bernstein - d'être assimilé par la doctrine orthodoxe. C'était un défi d'une nature différente, nouvelle. Il est significatif que le nom de Bernstein ou le mot de révisionnisme n'apparaissent nulle part dans l'article de Kautsky. Luise Kautsky s'était donc trompée en pensant que son indulgence, telle qu'elle s'était manifestée envers Bernstein, s'étendrait à de Man. L'explication la plus simple et la plus immédiate semble être qu'il ne coûtait rien à Kautsky de se réconcilier avec Bernstein, dont le rôle actif était achevé, alors que celui de de Man commençait seulement. Opérer un rapprochement entre les deux, c'était concéder que le livre de de Man, comme autrefois celui de Bernstein, préfigurait une pensée que les théoriciens du parti intégreraient tôt ou tard au corpus doctrinal. Kautsky ne s'y résignait pas. C'est pourquoi il choisit délibérément de refuser le débat direct et d'employer une tactique d'isolement qui, par des moyens assez grossiers, visait à singulariser et à discréditer la démarche de son ancien disciple.

Aussitôt après avoir lu l'article de Kautsky, de Man écrivit à Hilferding pour lui annoncer une réponse. Celui-ci répondit qu'il lui était impossible de poursuivre la discussion dans Die Gesellschaft. Sa revue, estimait-il, avait déjà amplement parlé d'Au delà du marxisme - ce qui était vrai - et rempli son devoir d'information - ce qui l'était moins. Prétextant le droit de réponse qui avait déjà été accordé à de Man après un article de Karl Schröder, Hilferding le lui refusait cette fois-ci.<sup>12</sup>

De Man s'adressa à Hermann Müller, le président du parti, pour tenter de faire revenir Hilferding sur ce refus "injuste et indéfendable", puis, après l'échec de cette intervention, pour le prier de soumettre le cas au comité directeur. Mais, en fondant Die Gesellschaft, Hilferding avait obtenu, semblait-il, de ne pas en faire un organe de discussion. On considérerait comme un non-sens de poursuivre des polémiques pendant des mois, comme cela se faisait avant la guerre dans Die neue Zeit. En conséquence, le comité directeur jugea que Hilferding n'était pas tenu de donner satisfaction à de Man.<sup>13</sup> C'est la raison pour laquelle celui-ci dut se résoudre à publier sa réponse à Kautsky sous forme de brochure, solution qui ne le préférait guère et lui donnait un argument supplémentaire contre ceux qui lui reprochait de se faire publier chez un éditeur bourgeois.<sup>14</sup>

Cette polémique indirecte mit fin à toutes relations entre Kautsky et de Man. Depuis quelques années d'ailleurs Kautsky s'était enfermé dans une retraite studieuse à Vienne, la ville de ses études, qu'il ne devait plus quitter jusqu'au moment de l'Anschluss. Quant à de Man, on sait, par l'article paru dans la Vossische Zeitung du 16 octobre 1929 pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de Kautsky,<sup>15</sup> qu'il continuait de respecter en lui - sans rien cacher de leur désaccord - le maître auquel il devait l'essentiel

de sa formation théorique.

Ce désaccord se manifesta une dernière fois en 1934, lorsque de Man écrivit dans un article du Peuple que l'Etat socialiste idéal de Kautsky et de Bebel "dégageait un indicible relent de caserne"<sup>16</sup> Le mot n'était pas très aimable, mais était-il dénué de fondement ? Kautsky adressa au Peuple une mise au point, affirmant qu'il avait toujours défendu une conception démocratique de l'Etat et qu'il reconnaissait la nécessité d'un secteur non socialisé. De Man répliqua brièvement quelques jours plus tard : selon lui, Kautsky n'avait jamais abandonné la thèse initiale du Programme d'Erfurt sur la disparition inéluctable des classes moyennes, de sorte que son secteur non nationalisé signifiait quelque chose de très différent du secteur privé du Plan du Travail, qui reconnaissait la volonté des classes moyennes de résister à la prolétarisation. "La contestation actuelle, écrivait de Man, n'est que l'écho d'un débat entre Kautsky et moi qui, depuis des années, porte sur un ensemble beaucoup plus vaste. (...) De 1926 jusqu'à l'avènement de Hitler, j'ai bataillé contre les erreurs qui ont fini par devenir fatales à la social-démocratie allemande, à la faveur, je le maintiens, du 'marxisme dégénéré et ossifié' dont Kautsky fut le principal théoricien. Dans cette bataille, mon vieux maître Kautsky, que je n'ai jamais cessé de vénérer pour avoir cessé d'être d'accord avec lui, s'est trouvé de l'autre côté de la barricade."<sup>17</sup>

Tel fut le dernier épisode d'une rupture qui, au delà de la polémique personnelle, coïncidait avec la fin de l'influence de la social-démocratie allemande sur le socialisme démocratique occidental.

### Notes

- 1) Les lettres de Kautsky ne se trouvent pas dans les archives d'Henri de Man, ni, en copies (à l'exception de la lettre mentionnée à la note 4), dans le fonds Kautsky à Amsterdam.
- 2) Fonds Kautsky, Institut International d'Histoire Sociale, Amsterdam (ci-après : IISG, Amsterdam).
- 3) Kautsky faisait allusion à la première conférence de Londres qui eut lieu au début de mars 1921.
- 4) Lettre de Kautsky à de Man, 25.3.1921, fonds Kautsky, IISG, Amsterdam.
- 5) C.-J. Højer, Le Régime parlementaire belge de 1918 à 1940, Bruxelles, Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (C.R.I.S.P.), 1969, p. 119.
- 6) H. de Man, Cavalier seul, Genève, Cheval ailé, 1948, p. 139.
- 7) Lettre de de Man à Kautsky, 3.12.1925, fonds Kautsky, IISG, Amsterdam.
- 8) Lettres de Luise Kautsky à de Man, 12.12.1925 et 17.2.1926, fonds H. de Man, No 190, IISG, Amsterdam.
- 9) K. Kautsky, "De Man als Lehrer", Die Gesellschaft (Berlin), janvier 1927, pp. 62-77.

- 10) Cité par R.J. Geary, "Défense et déformation du marxisme chez Kautsky", Histoire du marxisme contemporain (sous la direction de D. Grisoni), Paris, Union Générale d'Éditions, coll. 10/18, 1976, tome I, pp. 212-3.
- 11) K. Korsch, Marxisme et contre-révolution, Paris, Seuil, 1975, p. 134. Cette opinion était déjà soutenue par des contemporains de la querelle sur le révisionnisme tels Nieuwenhuis et Sorel; cf. K. Korsch, op. cit., p. 155, note 1 de S. Bricianer.
- 12) Lettre de Hilferding à de Man, 29.1.1927, fonds H. de Man, No 200, IISG, Amsterdam.
- 13) Lettres de de Man à Müller, 31.1.1927 et de Müller à de Man, 21.2.1927 et 28.2.1927, fonds H. de Man, No 200, IISG, Amsterdam.
- 14) H. de Man, Antwort an Kautsky, Iéna, Diederichs, 1927, 24 p.
- 15) H. de Man, "Karl Kautsky", Vossische Zeitung (Berlin), 16 octobre 1929. Republié avec la traduction française dans le Bulletin de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man (Genève), No 9, décembre 1979, pp. 18-25.
- 16) H. de Man, "Le corporatisme socialiste contre l'étatisme", Le Peuple (Bruxelles), 19.9.1934. Cf. aussi H. de Man, Corporatisme et socialisme, Bruxelles, Ed. Labor, 1935, 43 p. (voir p. 29).
- 17) K. Kautsky, "Mon étatisme", Le Peuple (Bruxelles), 29.9.1934. H. de Man, "Démocratie industrielle ou dictature capitaliste ?", Le Peuple (Bruxelles), 3.10.1934 (voir le post-scriptum de l'article).



Michel BRÉLAZ

### THESES

1. La thèse que j'ai l'honneur de défendre devant vous est le résultat d'une recherche et d'une réflexion personnelle. Cependant je ne me suis jamais senti isolé dans mon entreprise, car j'ai bénéficié de nombreux contacts, appuis et conseils. Faute de pouvoir les citer tous, permettez-moi de mentionner simplement deux ou trois faits qui ont été pour moi des jalons importants.

Je dois la découverte d'Henri de Man à deux personnes. C'est dans le livre du professeur Jean-Jacques Chevallier, Les grandes oeuvres politiques, que j'ai noté pour la première fois le nom de de Man. Avec la sagesse de l'historien, J.-J. Chevallier ne lui assigne pas une place toute faite dans l'histoire des doctrines politiques. Il fait de son oeuvre une candidate à la consécration de l'histoire. Ce fut pour moi une précieuse incitation.

Et, quelques années plus tard, quand vint l'heure du choix, ce fut le professeur Ivo Rens qui m'encouragea dans cette voie et me mit le pied à l'étrier. Nous avons travaillé ensemble à l'organisation du Colloque sur l'oeuvre d'Henri de Man, qui eut lieu à Genève en 1973.

A l'issue de ce colloque, Mme Madeleine Grawitz suggéra aux participants de fonder l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man, dont je devins et suis toujours le secrétaire. Cette association a été placée sous la présidence successivement de Jef Rens, ancien président du Conseil National du Travail en Belgique et disciple d'Henri de Man, et du pasteur et théologien néerlandais Adriaan M. van Peski, qui a consacré un livre à la pensée de de Man. Le vice-président de l'Association est le professeur américain Peter Dodge, l'auteur de la meilleure biographie d'Henri de Man à ce jour.

Je ne saurais clore cette brève énumération sans mentionner l'appui sympathique et constant que j'ai trouvé auprès des enfants d'Henri de Man, son fils Jan-Hendrik, son gendre Yves Lecocq, malheureusement décédé, et sa fille Li Lecocq-de Man, qui me fait aujourd'hui l'amitié de sa présence.

2. Toutes les décisions importantes - et le choix d'un sujet de thèse en est une - comportent une part d'irrationnel. Je suis toujours un peu inquiet lorsque je ne parviens pas à déceler chez un auteur une tendance ou une préférence quelconque. Je n'ai donc aucune raison de cacher ce qui ne saurait échapper au lecteur : je suis par la pensée très proche d'Henri de Man et n'ai pas le droit de prétendre à l'objectivité scientifique. Il est vrai que je crois davantage, avec Karl Popper, à la vérité vérifiable ou, comme on dit en anglais, "falsifiable", c'est-à-dire une vérité que l'on ne protège pas, mais que l'on met à l'épreuve.

3. Dans son livre La Société invisible, Alain Touraine écrit : "Un chercheur doit étudier ce qui est pour lui intolérable. Que le thème soit vaste ou limité, peu importe. Il ne faut consacrer son travail qu'à ce qui est vécu comme une menace."

Je m'empresse de dire que ce qui m'a paru intolérable ne réside pas essentiellement dans le destin personnel d'Henri de Man. Mon expérience constante a cependant été qu'il est impossible de parler de de Man sans réveiller les souvenirs douloureux de la deuxième guerre mondiale. En fait, de Man est un homme qui n'a cessé de déranger et de susciter des réactions passionnées. Cela a commencé dès son adhésion au socialisme en 1902. En 1911, Edouard Anseele, le grand patron du socialisme gantois, l'accusait, à cause d'un article un peu trop caustique, de trahir le parti - avant de le féliciter en 1919 de renoncer à son marxisme intransigeant. Depuis lors, l'accusation s'est répétée dans des circonstances et sous des formes diverses et contradictoires. En 1914-1918, on lui reproche son patriotisme, en 1926 sa critique du marxisme, en 1933 son planisme, en 1935 sa participation au gouvernement, dès 1938 son amitié pour Léopold III, et finalement, en 1940, son attitude politique qui lui valut en 1946 une condamnation pénale, politique et économique, qui le réduisit à l'exil, à la pauvreté, à la condition d'apatride - trajectoire que certains ont voulu ignominieuse, mais qui était seulement tragique et symbolique. Privé de sa nationalité, de Man restait fidèle à sa vocation de citoyen du monde

4. Je ne me suis pas engagé dans une entreprise de réhabilitation, parce que de Man est d'ores et déjà au delà de toute réhabilitation. Réhabiliter, ce serait juger une seconde fois. Or le juge doit maintenant faire place à l'historien et celui-ci ne peut que faire sienne la conclusion que de Man lui-même donnait à son livre sur Jacques Coeur, argentier de Charles VII : "Juger ? C'est beaucoup que de comprendre - un peu. Et plus on comprend, moins on a envie de juger."

Au surplus, je suis convaincu que pour comprendre 1940 il faut d'abord comprendre ce qui a précédé. La seule trahison que l'on pourrait reprocher aujourd'hui à de Man est celle de ses idées; pour en juger, il faut commencer par ne pas les trahir.

5. Pour en revenir au conseil d'Alain Touraine, ce qui m'apparaît intolérable se situe au plan des idées, des doctrines politiques, du socialisme. Je le vois dans l'absence de perspective de la civilisation industrielle. Qu'on l'appelle désormais postindustrielle, technologique ou programmée ne fait rien à l'affaire, sinon d'aggraver encore cette absence de perspective. Quelque nom que l'on donne à notre civilisation, elle m'apparaît comme un navire perdu sur un océan sans rivages.

6. Quand de Man affirmait que le socialisme serait éthique voire religieux ou ne serait pas, Jean Guéhenno objectait : "Le vieux et beau langage que parle M. de Man, pourquoi faut-il qu'on nous l'ait rendu suspect ?" La question était mal posée. La responsabilité de l'intellectuel est de se demander pourquoi le courant d'idées auquel il croit évolue autrement que ce qu'il souhaite. Elle ne consiste pas à rejeter le sentiment d'échec sur les autres - le capitalisme, la bourgeoisie, l'égoïsme individuel, que sais-je encore, qui ne sont que les catégories d'un refus.

On ne dépasse que ce que l'on remplace, ajoutait Guéhenno. Il est vrai que le socialisme n'a nulle part remplacé le capitalisme. Mais ce constat de départ ne s'appuie plus, comme de Man pouvait encore le faire de son temps, sur l'insuffisance des compétences. On peut dire aujourd'hui - et Touraine le dit dans son dernier livre L'Après socialisme - que la voie socialiste est encombrée de technocrates pressés de conquérir l'Etat.

Mais cet Etat socialiste, à supposer qu'il fasse la preuve de son bon fonctionnement, que fera-t-il de plus que "remplacer", avantageusement sans doute, l'Etat capitaliste ? Remplacer n'est pas encore dépasser et l'on ne dépasse que lorsque l'on a une perspective, c'est-à-dire une conception différente de ce qu'il faut faire.

7. Bref, ce qui me paraît intolérable, c'est l'absence d'alternative concrète et radicale. Certains en ont voulu à de Man d'affirmer que le marxisme avait cessé d'en offrir une. Ils invoquent des exemples non européens. Cela est conforme à la réaction contre l'ethnocentrisme européen. Mais je ne crois pas que la provincialisation de l'Europe soit de nature à nous décharger de la responsabilité dont je parlais à l'instant. Aussi vrai que la révolution bolchevique n'a pas apporté de réponse au problème posé, il n'est pas vrai que nous trouverons cette réponse en Chine, à Cuba ou ailleurs. La notion d'alternative concrète et radicale n'est pas géographique, elle est culturelle et morale. C'est précisément l'un des grands mérites de Marx d'avoir démythifié l'idée d'utopie en tant que lieu imaginaire et montré que le siège d'un ordre équitable est situé dans l'homme lui-même.

8. Mais il ne fait aucun doute que le marxisme s'est trompé en faisant dépendre la réalisation du socialisme de l'effondrement du capitalisme. Il s'est trompé non seulement sur le calendrier de cet effondrement, mais également, et c'est plus grave, sur la fonction de la crise dans la transformation du capitalisme.

Ce que de Man démontrait en 1930, et ce que l'on redécouvre aujourd'hui, c'est que la crise n'est en définitive, pour le capitalisme, que le moyen le plus efficace de surmonter ses contradictions, ses antagonismes, de se libérer des "toxines" révolutionnaires et de se dépasser lui-même. Certes, on peut toujours espérer que, de crise en crise, le capitalisme finira par s'effondrer, mais personne n'a jamais répondu à la question fondamentale d'Henri de Man : Et quand cela serait, êtes-vous sûr que vous aurez alors le socialisme ?

Tout, au contraire, indique que les classes les plus directement intéressées par la réalisation du socialisme appréhendent autant, à tort ou à raison, l'avènement d'un monde nouveau que l'effondrement du monde connu. Il en est ainsi parce que les doctrines socialistes, contrairement à ce qu'elles faisaient autrefois, ne véhiculent plus de représentation de l'ordre social équitable qu'elles postulent. Elles n'offrent plus d'alternative, elles ne proposent plus qu'une alternance, une autre façon de gérer le capitalisme. C'est contre cette banalisation de l'idée socialiste qu'est dirigé l'effort théorique d'Henri de Man.

9. Effort, direction, aspiration, construction, réalisation sont quelques-uns des termes qui traduisent l'essentiel de son éthique agissante. Je les résume dans le concept de transition au sens courant mais fort du terme (ce qui compte dans le "passage d'un état à un autre" n'est pas l'état, de départ ou d'arrivée, mais le passage) qui renferme à la fois l'idée de mouvement et d'alternative concrète, radicale, consciente, maîtrisée.

Le concept de transition n'est pas nouveau. L'apport fondamental de Marx a été de définir une transition (voir sa lettre à Weydemeyer du 5 mars 1852) à partir de ce qu'il considérait comme l'intolérable à son époque : l'homme paupérisé, le prolétaire, dans un système économique fondé sur l'accroissement constant des richesses.

Même chez Marx, la transition ne doit pas être réduite à ce que l'on entend communément par ce terme : la phase de la dictature du prolétariat entre la société bourgeoise et la société socialiste sans classes. Victimes de cette réduction, les marxistes ont longtemps cultivé une transition de type spatio-temporel, quelque chose qui survient un jour quelque part et qui transforme la quantité en qualité. Ils n'ont rien vu venir parce qu'ils ont assimilé la transition à un processus causal, déterministe, historique, alors qu'elle était chez Marx, à l'origine, comme le dit de Man, le "déploiement intégral de forces vitales aboutissant à une libération envers la domination de la matière et du besoin économique". Il s'agit d'une genèse, d'un acte générateur dont le sens se reconnaît à l'orientation des besoins vitaux par l'évaluation éthique qu'ils incorporent.

Il est vrai que les mobiles économiques dominant sous le régime de la propriété privée, individuelle ou même généralisée (collectivisme). Mais la transition, en tant qu'elle implique un dépassement de ces mobiles, ne peut s'y réduire. Les mobiles humains fondamentaux et durables qui l'animent sont les besoins vitaux que l'homme ne peut satisfaire que dans sa relation avec l'homme (et la nature) et dont l'expression la plus achevée est l'amour de l'homme pour l'homme (et pour la nature). La transition chez (le jeune) Marx, que de Man retrouve au terme de sa critique du marxisme, est la réalisation de l'homme naturel et de la nature humaine; c'est une transcendance humaine et naturelle, ni surhumaine, ni surnaturelle. L'éthique est immanente au vital. L'homme porte en lui ses critères et ses buts. Le marxisme de Marx est un humanisme.

10. De Man ne ranime pas l'ancienne dispute sur le révisionnisme. Il ne suffit pas à ses yeux d'adapter la théorie à la pratique ou, inversement, la pratique à la théorie. Le socialisme n'est pas simplement un problème de connaissance, la réalisation d'une idée reconnue par la raison. La théorie des mobiles doit nécessairement compléter la théorie des conditions. Le mouvement socialiste ne s'accomplit que s'il y a convergence dialectique entre les mobiles psychologiques, tels qu'ils se forment par les réactions affectives et morales aux conditions sociales, et les buts, c'est-à-dire les représentations de volonté qui naissent de l'inhibition de la personnalité par la société.

C'est cette convergence que Marx, dans Les Manuscrits de 1844, appelle "l'énergie pratique des hommes", leur "tâche vitale réelle", ce qu'Alfred Adler appelle "le sentiment de communauté qui est une contrainte morale donnant à l'évolution à la fois une impulsion et un but, et ce que de Man appelle "l'idée socialiste dont la réalisation donne son sens et son but à l'évolution historique".

11. La critique du marxisme par de Man ne doit pas être confondue avec l'antimarxisme. Sur deux plans importants, de Man reconnaît la validité persistante du marxisme : d'abord comme explication téléologique de l'humanisme marxien, en tant que celui-ci fait partie intégrante du mouvement socialiste occidental; ensuite comme explication causale de l'évolution du capitalisme.

Contrairement à ce que l'on a affirmé, de Man n'a jamais rejeté la condamnation du capitalisme par Marx, tant elle lui paraissait évidente. Mais, au delà de son rôle historique éminent, le socialisme marxiste n'a fait qu'achever et généraliser l'intégration du prolétariat dans la civilisation industrielle. Marxisme et capitalisme sont deux formes antagonistes de la même aliénation de l'homme, du même fétichisme scientifique et économique. Il en est ainsi parce que les marxistes n'ont retenu de la conception de la transition du capitalisme au socialisme chez Marx que la phase critique, négative, historique et par conséquent variable, du passage de la propriété privée à la propriété généralisée, la phase de la domination des intérêts acquisitifs.

Henri de Man a exposé les raisons qu'il avait, en revanche, de ne plus adhérer au marxisme en tant que doctrine globale, laquelle, sous sa forme pure, prétend déduire ce qui doit être de ce qui est, alors que fondamentalement le socialisme est une protestation de l'impératif contre l'indicatif; et parce que, sous sa forme vulgaire, la seule qui agisse encore sur les masses prolétariennes, la conception du déterminisme historique a affaibli l'éthique révolutionnaire du mouvement.

Pour de Man, le socialisme est quelque chose d'autre et de plus que l'antithèse du capitalisme. Si l'on cherche ses racines morales et intellectuelles, on trouve que ce sont celles de toute la culture occidentale et que le christianisme, la démocratie et le socialisme sont trois formes d'une même idée.

12. Des phénomènes tels que l'embourgeoisement de la classe ouvrière, le social-patriotisme, le réformisme, etc. ont mis en lumière l'inadéquation de la théorie marxiste. Le marxisme ne pouvait les prendre en considération parce qu'ils contredisaient ses postulats fondamentaux. Autant il a réussi dans son analyse critique du capitalisme, autant il a échoué dans sa tentative d'en déduire les mécanismes qui auraient dû permettre au mouvement ouvrier de réaliser la conjonction de l'éthique révolutionnaire et de la nécessité sociale. C'est pourquoi, dans la pratique, le marxisme conduit soit à l'impuissance et au fatalisme par l'interprétation mécaniste du matérialisme historique, soit au pouvoir bureaucratique de la dictature sur le prolétariat.

Le dépassement du marxisme ne signifie pas son abandon, mais sa relativisation et son intégration dans l'évolution doctrinale du socialisme. Ce n'est pas non plus l'abandon du mouvement ouvrier, mais son insertion dans un mouvement de masse plus vaste qui perpétue et renouvelle l'aspiration éternelle des hommes à la dignité et à la justice sociale.

13. Ceux qui ont vu dans la pensée d'Henri de Man une théorie de l'intégration du socialisme démocratique dans la société capitaliste, au lieu d'une théorie de la transition, et plus tard même de la mutation, ne l'ont pas vraiment comprise. La protestation du socialisme contre le capitalisme est double : elle dénonce, bien sûr, l'injuste répartition des richesses, mais plus encore l'injuste hiérarchie des valeurs. Fasciné par l'esprit scientifique de son temps, le marxisme ne s'est attaqué expressément qu'à la première. De ce fait, il a favorisé un processus d'adaptation psychologique au mode de production capitaliste dont il tire toutes les catégories économiques sur lesquelles il fonde son analyse de l'exploitation et de la domination de classe.

"Il n'y a qu'une seule accusation que l'on puisse élever contre le capitalisme si l'on se place au point de vue économique, écrit de Man, c'est celle du gaspillage; c'est la seule que Marx n'ait pas formulée. Il subissait trop fortement lui-même l'emprise de l'économie politique classique pour douter de l'identité du capitalisme avec le progrès."

Faute de considérer l'exploitation comme un concept éthique, le marxisme a contribué à détacher l'attention des travailleurs des causes profondes de leur mécontentement pour la concentrer sur le préjudice économique dont ils souffrent lors de la répartition de la plus-value. Il a substitué à la théorie initiale de l'aliénation chez Marx le mythe productiviste et scientiste du progrès linéaire et continu conduisant à la société d'abondance. Ce mythe explique pourquoi le socialisme d'inspiration marxiste a récemment encore laissé passer l'occasion de se faire le porte-parole du vaste mouvement de protestation dirigé depuis quelques années contre le scandaleux gaspillage des ressources planétaires et la destruction accélérée de l'environnement par des systèmes de production auxquels il est partie prenante, que ce soit dans la société capitaliste ou dans la société

collectiviste, qui s'est engagée dans une lutte de prestige et de concurrence effrénée avec le capitalisme.

14. On ne saurait toutefois voir en de Man un précurseur de l'écologie politique contemporaine, car s'il a vivement critiqué l'application des lois de la mécanique aux phénomènes psychologiques, il n'a vu dans la loi de l'entropie qu'une confirmation de sa théorie et n'en a pas tiré de conséquences particulières au plan des phénomènes matériels. C'est pourquoi la fausse conscience engendrée par l'idéologie de la croissance et du progrès scientifique linéaires ne lui est apparue que comme l'inhibition des valeurs spirituelles. Il ne l'a pas envisagée sous l'angle de ses répercussions épistémologiques. Même après la seconde guerre mondiale, quand sa vision de l'histoire devient catastrophiste avec l'apparition de l'arme atomique et de l'équilibre de la terreur, c'est encore par une justification éthique qu'il passe de l'idée de transition à celle de mutation.

Il n'en demeure pas moins, cependant, que sa problématique du socialisme rompt avec "l'âge d'or" de la civilisation industrielle et du scientisme des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Elle énonce les conditions sociologiques et psychologiques de la transition de l'utopisme pratique et rationnel du marxisme au stade pratique et éthique du socialisme, à la maîtrise consciente, voulue et organisée de la vie sociale. Ce que Marx entendait par "énergie pratique des hommes" et "tâche vitale réelle", de Man l'a retrouvé, développé et explicité dans des hypothèses psychoénergétiques qui redeviennent actuelles aujourd'hui avec la crise sans précédent que traverse non plus seulement un mode de production particulier, le capitalisme, mais toute la société industrielle :

"Ce dont le monde a le plus besoin, c'est d'une nouvelle éthique. Si nos valeurs sont justes, tout le reste - prix, production, distribution et même pollution - doit être juste. Au commencement, l'homme s'est efforcé (...) d'observer le commandement : "Tu ne tueras point"; plus tard : "Tu aimeras ton prochain comme toi-même". Voici le commandement de cette ère-ci : "Tu aimeras ton espèce comme toi-même."

Non, ce n'est pas Henri de Man qui a écrit cela il y a un demi-siècle, mais Nicholas Georgescu-Roegen en 1977, à qui l'on doit une saisissante application des lois de la thermodynamique à la théorie économique par laquelle il démontre que la bioéconomie de demain est indissociable d'une bioéthique.

C'était déjà ce que de Man affirmait à Heppenheim en 1928 :

"Les valeurs vitales sont supérieures aux valeurs matérielles, d'où il découle que la possession des valeurs matérielles doit se justifier en servant à la satisfaction de besoins vitaux; de sorte que l'activité économique doit être subordonnée au but de la satisfaction de ces besoins et être organisée en vue de servir l'oeuvre commune et non le profit individuel."

## Nouvelles de l'Association

### Assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man s'est tenue le samedi 14 février 1981 à Bruxelles, Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius, avenue de la Liberté 17. L'ordre du jour était le suivant : 1) Adoption de l'ordre du jour et du procès-verbal de l'assemblée du 25 février 1978; 2) Election des vérificateurs des comptes; 3) Rapport moral du président; 4) Rapport du secrétaire général; 5) Discussion sur les activités, les problèmes et les perspectives de l'Association; 6) Première discussion sur l'organisation du centenaire de la naissance d'Henri de Man en 1985; 7) Rapport des vérificateurs des comptes et vote de décharge; 8) Election/réélection du président et des membres du comité; 9) Divers.

Le présent compte rendu ne tient pas lieu de procès-verbal. Celui-ci est envoyé séparément à tous les membres.

Dans son rapport, le président de l'Association, le Dr. A.M. van Peski, n'a pas dissimulé les difficultés, réticences et obstacles auxquels se sont heurtés nos efforts en vue de développer et d'étendre nos activités. Tout se passe comme si, après les succès des premières années, l'Association connaissait une période de consolidation voire de stagnation. Les contacts pris dans différentes directions et notamment l'appel à la coopération d'universitaires n'ont pas débouché jusqu'ici sur des résultats concrets.

Il serait toutefois injustifié de jeter le manche après la cognée. D'abord parce que tout échec, comme tout succès, est toujours relatif. La faiblesse que nous déplorons n'est pas propre à notre Association. Elle tient au fait que nos activités sont étroitement dépendantes de la disponibilité et de la bonne volonté de quelques-uns. Il suffit d'une maladie ou d'un surcroît de travail pour freiner ou empêcher l'aboutissement d'une décision. La situation inverse se produit heureusement aussi : Peter Dodge a eu le très grand mérite de mener seul à bien la publication de sa remarquable anthologie d'Henri de Man. Mme Rosine Lambiotte-Donhauser a achevé la traduction française du livre de P. Dodge Beyond Marxism : The faith and works of Hendrik de Man. Le secrétaire général a, pour sa part, assumé l'essentiel de la publication du Bulletin et de l'édition bilingue Marx redécouvert/Der neu entdeckte Marx. D'autres réalisations et initiatives pourraient être citées (publications, cours, conférences faits par des membres de l'Association).

Le Président s'étonne que les difficultés du moment, particulièrement la crise économique et le chômage, ne suscitent pas davantage d'intérêt pour la pensée d'Henri de Man. Certes il ne faut pas ignorer les différences qui distinguent la réalité d'aujourd'hui de celle d'hier. Mais certaines préoccupations fondamentales demeurent et justifient la suggestion de Jef Rens de faire porter l'accent sur les éléments d'actualité dans



l'oeuvre d'Henri de Man, tels le planisme, le renouvellement des institutions démocratiques, la conception dynamique et quotidienne du socialisme.

Le Président conclut en relevant quelques signes encourageants pour l'avenir, par exemple ce projet de Plan du Travail international élaboré par Jan Tinbergen et d'autres économistes. Ce sera la tâche de l'Association de maintenir autour de l'oeuvre d'Henri de Man un courant d'intérêt susceptible d'attirer l'attention sur elle.

Après l'audition du rapport du secrétaire général, l'assemblée a procédé à un échange de vues sur les activités et les projets de l'Association. Des suggestions ont été faites en vue de décentraliser ces activités par la création d'antennes ou de correspondants, notamment en Belgique et en Allemagne. La discussion a également porté sur l'organisation d'une manifestation à l'occasion du centenaire de la naissance d'Henri de Man en 1985. L'assemblée a autorisé le comité à entreprendre les démarches préliminaires. Cette manifestation pourrait comprendre une exposition, un colloque, la projection de films et une publication. Elle aura probablement lieu à Anvers, cité natale de de Man, avec l'appui du Musée de la culture flamande qui est dépositaire de l'un des principaux fonds d'archives. D'autres institutions pourraient être associées à l'organisation.

En fin de séance, l'assemblée a approuvé les comptes des derniers exercices. Elle a réélu le président et le comité in corpore. A l'issue de l'assemblée, le comité a réélu le vice-président et le secrétaire général pour un nouveau mandat de deux ans.

## Comité

Le comité réélu est constitué de Mmes et MM.

A.M. van Peski, président (Pays-Bas)  
 P. Dodge, vice-président (Etats-Unis)  
 M. Brélaz, secrétaire général (Suisse)  
 J. Rens, ancien président, membre d'office (Belgique)  
 H. Balthazar (Belgique)  
 A.E. Bratu (Allemagne fédérale)  
 H. Brugmans (Pays-Bas)  
 J. Capelle (Belgique)  
 J.H. de Man (Belgique)  
 P. de Buyser (Belgique)  
 M. Grawitz (France)  
 G. Lefranc (France)  
 M. Naessens (Belgique)  
 I. Rens (Suisse)  
 P. Tommissen (Belgique).

## Cotisations

*La cotisation normale est de FS 50.-, la cotisation de soutien de FS 100.-, la cotisation pour étudiants de FS 25.- par année. Elle est due le 1er octobre.*

*Paiement par mandat postal international au compte de chèques postaux 12-2000 de la CAISSE D'EPARGNE à Genève (avec mention du destinataire sur le coupon) ou par virement au compte bancaire de l'Association No A 7.752.516, CAISSE D'EPARGNE, Genève.*

## Publications disponibles

### Au secrétariat de l'Association :

- H. de Man, *Au delà du marxisme*, Paris, Seuil, 1974, 439 p. FS 15.-  
 H. de Man, *L'Idée socialiste*, Genève, P.U.R., 1975, 542 p. FS 30.-  
 H. de Man, *Der neu entdeckte/Marx/redécouvert* (édition bilingue allemand/français), introduction de Jef Rens, Genève, 1980, 81 p. FS 8.-

*Actes du colloque international sur l'oeuvre d'Henri de Man*, Genève, 1974, 3 volumes polycopiés, 305 p. FS 10.-

A.M. van Peski, *Hendrik de Man, Ein Wille zum Sozialismus*, mit einer Vorbemerkung von H.-D. Ortlieb, Tübingen, J.C.B. Mohr (Veröffentlichungen der Akademie für Wirtschaft und Politik, Hamburg), 1963, 24 p. FS 2.-

### Auprès des éditeurs

H. de Man, *Au delà du marxisme*, Paris, Editions du Seuil.

*A Documentary Study of Hendrik de Man, Socialist Critic of Marxism*, compiled, edited and largely translated by Peter Dodge, Princeton, New Jersey (U.S.A.) et Guildford, Surrey (Grande-Bretagne), Princeton University Press, 1979, 362. En commandant cet ouvrage à votre libraire, précisez si vous désirez l'édition reliée ou brochée.

*Hendrik de Man, persoon en ideeën*, Anvers et Amsterdam, Editions Standaard, 1974-1976, 6 volumes.

\*

L'ASSOCIATION POUR L'ETUDE DE L'OEUVRE D'HENRI DE MAN est une association scientifique et culturelle sans but lucratif.

Elle se propose d'encourager l'étude objective de l'oeuvre d'Henri de Man, ainsi que la recherche historique sur sa genèse, son évolution et son influence, et, d'une façon plus générale, de faire connaître ce qui, dans cette oeuvre, présente un intérêt pour la solution des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels actuels.

vient de paraître

**H. DE MAN**

**DER NEU ENTDECKTE**

**MARX**

**REDECOUVERT**

édition bilingue

Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man

Genève

1980

